

gens qui étaient les plus aptes à s'établir sur des terres en vertu de ce projet, n'ont pu le faire parce que l'organisation municipale ou les gens des districts ruraux non organisés ne pouvaient réclamer des fonds à cet effet en vertu du mouvement du retour à la terre; troisièmement, c'est un fait reconnu que le chômage sévissait dans toutes les parties du pays et il s'ensuit naturellement que si le chômage fait sentir son effet dans les villes, il en va de même dans les régions de la campagne. Relativement à l'application de ce projet, voici ce qui est arrivé: les dirigeants du mouvement ont été laissés à leur propre initiative pour trouver des colons, tandis que la population rurale était exclue de ce mouvement de retour à la terre. Il doit y avoir possibilité que le Gouvernement trouve les moyens de généraliser cette idée et de ne pas y attacher un trop grand nombre de restrictions. On a accepté des gens qui étaient partis de la campagne depuis dix ou vingt ans et qui, dans nombre de cas, sont maintenant avancés en âge pour essayer de les faire cultiver. Un pareil projet est destiné à aboutir à l'insuccès. Dans ma région, j'ai vu un bon nombre d'hommes et de femmes habiles, de magnifiques types de citoyens canadiens, essayer de s'en tirer sous le régime de ce projet. Or, j'ai reçu la visite de centaines de ces pauvres gens; j'ai visité la plupart des établissements de colonisation dans le nord de l'Ontario et j'ai la conviction qu'aussitôt que la situation industrielle se redressera dans les centres urbains, un bon nombre de ces colons retourneront aux métiers qu'ils exerçaient par le passé. Dans l'intervalle, la population qui aurait été la plus apte et la mieux outillée pour bénéficier de ce projet a été laissée de côté.

Nous avons eu par le passé un bon nombre de projets de colonisation et encore, à l'heure actuelle, j'ai par devers moi une lettre circulaire écrite par le brigadier général Hornby. J'admire beaucoup les activités de ce monsieur, mais je le déclare à la Chambre, il est inutile d'essayer d'amener au Canada de l'immigration rurale. Il n'y a pas de place pour une immigration de cette nature et il est inutile de nous en faire accroire à cet égard. A l'époque où je siégeais du côté ministériel, il y a quelques années, j'ai déclaré au ministre de l'époque que c'était une anomalie d'amener ici des gens de l'Europe et d'essayer de les établir sur des terres. Or, la situation s'y prête encore bien moins aujourd'hui qu'à cette époque. Il est absurde d'amener des gens de la métropole et de les installer à la campagne, en déboursant les deniers publics et sous la surveillance de l'Etat, tandis que notre population rurale, celle qui possède les meilleures aptitudes et qui a fait de l'agri-

culture sa profession, les gens qui sont le mieux outillés pour faire cette profession sont négligés. On devrait leur donner la protection et l'appui qu'ils méritent.

Je veux m'exprimer sans ambages là-dessus: à l'heure actuelle, le Canada ne veut pas de nouvelle immigration rurale. Il est beau d'être idéaliste et de parler parfois d'une population de 100 millions d'habitants pour le Canada. Mais nous devons être des réalistes, nous devons comprendre que les nouveaux centres de population rurale reculent les terres colonisables non vers le sud, mais vers le nord, où se font sentir des conditions climatiques plus dures, par exemple les gelées précoces. Il en est ainsi non seulement de la partie septentrionale de Québec et de l'Ontario, mais aussi de celle de la Colombie-Anglaise et des provinces de l'Ouest. Je parle avec chaleur, parce que je parle d'expérience sur cette importante question. Il est tout à fait inutile aujourd'hui de faire venir un grand nombre de gens de l'Europe continentale ou même de la Grande-Bretagne, pour chercher à les établir à la campagne. Nous verrions la répétition de ce qui est arrivé il y a cinq ou dix ans: à la première occasion, ces gens reviennent en foule dans les agglomérations urbaines. Il faut éviter pareille situation. Je me rappelle très nettement qu'après la guerre, dans les meilleures intentions et avec la coopération des gouvernements fédéral et provincial nous avons inauguré l'exécution d'un soi-disant plan de colonisation dans Kapuskasing. Dans la région,—la plus belle contrée agricole du pays,—nous avons établi des colons sous la direction et la surveillance des deux gouvernements. Ces colons se sont construits des maisons et ont effectué des travaux de défrichement sur quelques-unes des meilleures terres du pays. D'anciens combattants, pour la plupart du Canada, mais quelques-uns aussi de la Grande-Bretagne sont allés là-bas animés des meilleurs intentions, résolus à se consacrer à la culture dans notre région. Mais qu'est-il arrivé? Dans l'espace de trois ans au plus, quatre-vingt-quinze pour cent avaient déguerpi, indice qu'une grande partie d'entre eux n'étaient pas aptes ou habitués aux travaux de l'agriculture. Pareilles entreprises sont vouées à un échec.

C'est pourquoi j'exhorte le Gouvernement à tourner son regard et son activité vers de meilleurs projets de mouvement de retour à la terre. Le ministre du Travail (M. Gordon) dont le département préside au mouvement de retour à la terre n'est pas présentement à son siège, mais je sais qu'il est disposé à écouter des avis tendant à amener une solution du problème. Il sait aussi que le système n'est plus praticable; nous en avons fait l'essai. Je me souviens aussi qu'il y a sept ans seule-